

Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Deux-Montagnes

Code géographique : 72010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Julie Guindon, trésorière, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Deux-Montagnes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date 2015-07-13 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal
de la Ville de Deux-Montagnes,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Deux-Montagnes, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014 et l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation de la dette nette et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

Depuis l'exercice 2013, la Ville de Deux-Montagnes comptabilise à l'état consolidé de la situation financière dans la colonne « organismes contrôlés » ainsi que dans la colonne « total consolidé » un montant de 684 178 \$ (954 672 \$ en 2013) relativement à des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées par emprunts, pour lesquelles le gouvernement ne dispose pas de crédits budgétaires votés par le Parlement. Cette situation constitue une dérogation aux recommandations du nouveau chapitre SP 3410, « Paiements de transfert », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, qui prévoit la comptabilisation des subventions uniquement lorsqu'elles sont autorisées par le cédant. À cet effet, l'article 1.1 de la Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts (RLRQ, chapitre S-37.01), entrée en vigueur le 14 juin 2013, énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice en cours et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Si les subventions à recevoir pour lesquelles le gouvernement du Québec ne dispose pas de crédits budgétaires votés par le Parlement n'avaient pas été comptabilisées, l'excédent consolidé de l'exercice aurait été

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

augmenté de 357 300 \$ en 2014 (157 599 \$ en 2013), les actifs financiers consolidés auraient été diminués de 684 178 \$ en 2014 (954 672 \$ en 2013) et l'excédent accumulé consolidé aurait été diminué de 684 178 \$ au 31 décembre 2014 et de 954 672 \$ au 31 décembre 2013.

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe de fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Deux-Montagnes au 31 décembre 2014 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Deux-Montagnes inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19-1, 19-2 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.R.L. 1

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A119220

DATE 2015-07-13

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>			<u>Total consolidé¹</u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	19 132 544	19 630 000	19 526 101			19 313 500
Compensations tenant lieu de taxes	2	453 374	492 200	465 228			465 228
Quotes-parts	3					1 068 690	
Transferts	4	1 960 780	295 900	1 025 803		957 125	1 846 265
Services rendus	5	9 170 095	9 105 500	9 043 689		2 405 923	10 955 566
Imposition de droits	6	842 470	724 800	830 288			830 288
Amendes et pénalités	7	978 084	842 000	771 323			771 323
Intérêts	8	238 263	50 000	330 924		8 014	254 989
Autres revenus	9	309 412		81 507		1 530	83 037
	10	33 085 022	31 140 400	32 074 863		4 441 282	34 520 196
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	1 506 737	2 811 180	279 207		28 075	307 282
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	1 506 737	2 811 180	279 207		28 075	307 282
	18	34 591 759	33 951 580	32 354 070		4 469 357	34 827 478
Charges							
Administration générale	19	6 923 576	3 893 200	4 986 292	203 639	156 041	4 157 852
Sécurité publique	20	10 259 911	11 240 200	10 421 717	428 001		10 849 718
Transport	21	3 361 050	3 121 900	3 166 624	1 179 153	1 859 603	5 567 136
Hygiène du milieu	22	3 318 682	3 338 800	3 085 354	1 781 418	264 139	4 700 465
Santé et bien-être	23	209 921	25 100	236 692	175	1 437 451	1 145 054
Aménagement, urbanisme et développement	24	976 775	806 000	848 562	52 346		900 908
Loisirs et culture	25	2 603 694	2 598 400	2 523 883	472 702	765 845	3 448 384
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	1 579 035	2 231 000	1 428 590		466 898	1 811 539
Amortissement des immobilisations	28	3 673 889	3 512 470	4 117 434	(4 117 434)		
	29	32 906 533	30 767 070	30 815 148		4 949 977	32 581 056
Excédent (déficit) de l'exercice	30	1 685 226	3 184 510	1 538 922		(480 620)	2 246 422

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 685 226		3 184 510	1 538 922	(480 620)	2 246 422
Moins: revenus d'investissement	2	(1 506 737 )	(	2 811 180)	(279 207)	(28 075)	(307 282)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	178 489		373 330	1 259 715	(508 695)	1 939 140
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	3 673 889		3 512 470	4 117 434	610 632	4 728 066
Produit de cession	5	600 419					
(Gain) perte sur cession	6	(265 955)					
Réduction de valeur / Reclassement	7						
	8	4 008 353		3 512 470	4 117 434	610 632	4 728 066
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9	7 808					
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11	7 808					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	25 606					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15	25 606					
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						
Remboursement de la dette à long terme	17	(3 503 208 )	(	3 557 700)	(3 407 904)	(2 714 718)	(6 122 622)
	18	(3 503 208)	(	(3 557 700)	(3 407 904)	(2 714 718)	(6 122 622)
Affectations							
Activités d'investissement	19	(315 108 )	(		( 77 234)	(27 846)	(105 080)
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					147 753	147 753
Excédent de fonctionnement affecté	21	46 902			60 200		60 200
Réserves financières et fonds réservés	22	(290 474)		(284 000)	(1 318 266)	(8 140)	(1 326 406)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(53 181)		(44 100)	(253 679)		(253 679)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	(611 861)		(328 100)	(1 588 979)	111 767	(1 477 212)
	26	(73 302)		(373 330)	(879 449)	(1 992 319)	(2 871 768)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	105 187			380 266	(2 501 014)	(932 628)

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	1 506 737	2 811 180	279 207	28 075	307 282
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(53 210)	(35 000)	(7 966)	(1 528)	(9 494)
Sécurité publique	3	(616 832)	(500)	(134 361)	()	(134 361)
Transport	4	(370 115)	(180 000)	(439 235)	(32 015)	(471 250)
Hygiène du milieu	5	(3 360 267)	(4 440 000)	(3 084 249)	(2 821)	(3 087 070)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(102 038)	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(166 796)	(565 000)	(544 846)	(22 378)	(567 224)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(4 669 258)	(5 220 500)	(4 210 657)	(58 742)	(4 269 399)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	3 332 000		8 601 000		8 601 000
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	315 108		77 234	27 846	105 080
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15					
Excédent de fonctionnement affecté	16					
Réserves financières et fonds réservés	17	249 023		512 558	2 821	515 379
	18	564 131		589 792	30 667	620 459
	19	(773 127)	(5 220 500)	4 980 135	(28 075)	4 952 060
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	733 610	(2 409 320)	5 259 342		5 259 342

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 685 226	3 184 510	1 538 922	(480 620)	2 246 422		
Variation des immobilisations								
Acquisition	2 (	4 669 258 ) (	5 220 500 ) (	4 210 657 ) (	58 742 ) (	4 269 399)	
Produit de cession	3	600 419						
Amortissement	4	3 673 889	3 512 470	4 117 434	610 632	4 728 066		
(Gain) perte sur cession	5	(265 955)						
Réduction de valeur / Reclassement	6							
	7	(660 905)	(1 708 030)	(93 223)	551 890	458 667		
Variation des propriétés destinées à la revente	8	7 808						
Variation des stocks de fournitures	9	18 869		(11 599)		(11 599)		
Variation des autres actifs non financiers	10	59 658		52 088	22 427	74 515		
	11	86 335		40 489	22 427	62 916		
	12	1 110 656	1 476 480	1 486 188	93 697	2 768 005		
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 110 656	1 476 480	1 486 188	93 697	2 768 005		
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(40 148 064)		(41 136 561)	(16 210 825)	(53 133 484)		
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	(2 099 153)		(1)	244 609	244 608		
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(42 247 217)		(41 136 562)	(15 966 216)	(52 888 876)		
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(41 136 561)		(39 650 374)	(15 872 519)	(50 120 871)		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>2013</u>		<u>2014</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	382 084	2 637 123	355 572	2 992 695
Placements temporaires	2	1 004 853			
Débiteurs (note 5)	3	9 117 936	7 848 085	1 394 282	6 819 556
Prêts (note 6)	4			343 993	343 993
Placements à long terme (note 7)	5			264 220	264 220
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	10 504 873	10 485 208	2 358 067	10 420 464
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	9 936 808	2 224 099	369 332	2 593 431
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	5 600 507	6 813 680	8 319 968	7 308 815
Revenus reportés (note 12)	13	130 318	14 619	1 857 278	1 871 897
Dette à long terme (note 13)	14	35 140 256	40 092 066	7 684 008	47 776 074
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	833 545	991 118		991 118
	16	51 641 434	50 135 582	18 230 586	60 541 335
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(41 136 561)	(39 650 374)	(15 872 519)	(50 120 871)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	78 825 266	78 918 489	14 148 005	93 066 494
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	59 836	71 435	8 739	80 174
Autres actifs non financiers (note 17)	21	264 483	212 395	18 059	230 454
	22	79 149 585	79 202 319	14 174 803	93 377 122
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	995 596	1 375 862	(6 819 919)	(3 112 964)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	1 656 178	2 742 234	612 761	3 354 995
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(342 135)	(88 456)	()	(88 456)
Financement des investissements en cours	26	(9 712 979)	(4 794 185)		(4 794 185)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	45 416 364	40 316 490	4 509 442	47 896 861
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	38 013 024	39 551 945	(1 697 716)	43 256 251

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 685 226	1 538 922	(480 620)	2 246 422
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	3 673 889	4 117 434	610 632	4 728 066
Autres					
-	3				
-ajust. var. quotes-part organi	4	(265 954)			(153 400)
	5	5 093 161	5 656 356	130 012	6 821 088
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	964 859	1 269 851	1 081 435	2 351 286
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(1 230 271)	1 213 173	157 732	1 370 905
Revenus reportés	9	(353 982)	(115 699)	104 292	(11 407)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	302 426	157 573		157 573
Propriétés destinées à la revente	11	7 808			
Stocks de fournitures	12	18 869	(11 599)		(11 599)
Autres actifs non financiers	13	59 658	52 088	22 427	74 515
	14	4 862 528	8 221 743	1 495 898	10 752 361
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	4 669 258 ) (	4 210 657 ) (	58 742 ) (	4 269 399)
Produit de cession	16	600 419			
	17	(4 068 839)	(4 210 657)	(58 742)	(4 269 399)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	) (	) (	191 857 ) (	191 857)
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20	25 606			
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22	25 606		191 857	191 857
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	3 332 000	8 601 000		8 601 000
Remboursement de la dette à long terme	24 (	3 569 353 ) (	3 609 838 ) (	2 854 577 ) (	6 464 415)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(7 664)	(7 712 709)	93 226	(7 619 483)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	6 846	(39 353)	5 076	(34 277)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	(238 171)	(2 760 900)	(2 756 275)	(5 517 175)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	581 124	1 250 186	(1 127 262)	1 157 644
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	805 813	1 386 937	(1 157 923)	1 835 051
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	1 386 937	2 637 123	(2 285 185)	2 992 695

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	12 610 172	12 768 500	12 895 883	616 367	13 512 250
Charges sociales	2	3 187 541	3 190 500	3 202 390	65 652	3 268 042
Biens et services	3	7 056 233	7 244 300	5 993 657	3 190 428	8 340 775
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	1 165 980	1 620 000	1 144 805	423 664	1 484 520
D'autres organismes municipaux	5	26 737		33 716		33 716
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	59 993		75 805	29 685	105 490
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	326 325	611 000	174 264	13 549	187 813
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	1 424 668	1 744 300	1 638 316		569 626
Autres	10					
Autres organismes	11	416 114	51 000	204 828		204 828
Amortissement des immobilisations	12	3 673 889	3 512 470	4 117 434	610 632	4 728 066
Autres						
- Assurance et mauvaise créances	13	2 958 881	25 000	1 334 050		145 930
-	14					
-	15					
	16	32 906 533	30 767 070	30 815 148	4 949 977	32 581 056

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations	
		2014	2013
Revenus			
Taxes	1	19 313 500	18 978 276
Compensations tenant lieu de taxes	2	465 228	453 374
Quotes-parts	3		
Transferts	4	2 153 547	4 299 514
Services rendus	5	10 955 566	11 035 312
Imposition de droits	6	830 288	842 470
Amendes et pénalités	7	771 323	978 084
Intérêts	8	254 989	164 243
Autres revenus	9	83 037	316 745
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	34 827 478	37 068 018
Charges			
Administration générale	12	4 157 852	5 622 374
Sécurité publique	13	10 849 718	10 681 759
Transport	14	5 567 136	5 653 495
Hygiène du milieu	15	4 700 465	4 587 937
Santé et bien-être	16	1 145 054	1 215 635
Aménagement, urbanisme et développement	17	900 908	1 020 348
Loisirs et culture	18	3 448 384	3 488 137
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	1 811 539	2 024 303
	21	32 581 056	34 293 988
Excédent (déficit) de l'exercice	22	2 246 422	2 774 030
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	41 212 187	40 793 815
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24	(202 358)	(2 355 658)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	41 009 829	38 438 157
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	43 256 251	41 212 187

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations	
		2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 246 422	2 774 030
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(4 269 399)	(4 843 793)
Produit de cession	3		600 419
Amortissement	4	4 728 066	4 275 309
(Gain) perte sur cession	5		(265 866)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	458 667	(233 931)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		7 808
Variation des stocks de fournitures	9	(11 599)	15 839
Variation des autres actifs non financiers	10	74 515	43 166
	11	62 916	66 813
	12	2 768 005	2 606 912
Gains (pertes) de réévaluation nets	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	2 768 005	2 606 912
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(53 133 484)	(53 973 658)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	244 608	(1 766 738)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(52 888 876)	(55 740 396)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(50 120 871)	(53 133 484)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	2 992 695	841 942
Placements temporaires	2		1 004 853
Débiteurs (note 5)	3	6 819 556	9 170 842
Prêts (note 6)	4	343 993	535 850
Placements à long terme (note 7)	5	264 220	264 220
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	10 420 464	11 817 707
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		11 744
Emprunts temporaires (note 10)	11	2 593 431	10 212 914
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	7 308 815	5 937 910
Revenus reportés (note 12)	13	1 871 897	1 883 304
Dette à long terme (note 13)	14	47 776 074	46 071 774
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	991 118	833 545
	16	60 541 335	64 951 191
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(50 120 871)	(53 133 484)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	93 066 494	93 972 127
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	80 174	68 575
Autres actifs non financiers (note 17)	21	230 454	304 969
	22	93 377 122	94 345 671
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	43 256 251	41 212 187

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 246 422	2 774 030
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	4 728 066	4 275 309
Autres			
-	3		(255 103)
- Ajust. var,quotes-part organis	4	(153 400)	(265 865)
	5	6 821 088	6 528 371
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 351 286	562 050
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	1 370 905	(1 457 481)
Revenus reportés	9	(11 407)	(235 149)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	157 573	302 426
Propriétés destinées à la revente	11		7 808
Stocks de fournitures	12	(11 599)	15 839
Autres actifs non financiers	13	74 515	43 166
	14	10 752 361	5 767 030
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(4 269 399)	(4 843 793)
Produit de cession	16		600 419
	17	(4 269 399)	(4 243 374)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19	191 857	
Variation nette des placements temporaires	20		216 836
Variation nette des autres placements à long terme	21		(264 220)
	22	191 857	(47 384)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	8 601 000	3 332 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(6 464 415)	(4 479 199)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(7 619 483)	(1 111)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(34 277)	14 104
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(5 517 175)	(1 134 206)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	1 157 644	342 066
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	1 835 051	1 492 985
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	2 992 695	1 835 051

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

1. Statut de l'organisme municipal

La ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales *par organismes* présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé *consolidé* à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme *consolidé* présenté à la page S25.

[Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la ville excluant les organismes qu'elle contrôle.]

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale et les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu de principes comptables généralement reconnus sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux et les partenariats suivants dans les proportions indiquées :

	<u>Consolidation ligne par ligne</u>
Conseil Intermunicipal de transport des Laurentides	4,26%
Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes	42,43%
Corporation du Manoir Grand-Moulin	100%
Fondation de la Corporation du Manoir Grand-Moulin	100%
Corporation Complexe sportif et culturel de Deux-Montagnes	100%

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

B) Comptabilité d'exerciceEstimations comptables :

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constataction des revenus :

- Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.
- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;
- Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur
- Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolutions.
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilières sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé;
- Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût

Placements

Les placements à long terme au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidés des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recevabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possibles, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite

D) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, selon le moins élevé des deux. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructure	
Transport - construction chemin, trottoir, rue	40 ans
Transport - construction surfaçage d'origine	15 ans
Transport - éclairage de rues	20 ans
Transport - signaux de circulation	15 ans
Transport - aménagements de parcs stat.	20 ans
Bâtiments	
Bâtiments - réparations majeures	15 ans
Bâtiments autres	30 ans
Améliorations locatives	30 ans
Véhicules - automobiles	
Véhicules lourds	20 ans
Ameublement et équipement informatique	
Ameublement et équipement de bureau	10 ans
Machinerie, outillage et équip. - machinerie lourde	
Machinerie, outillage et équip. - Unité mobile	20 ans
Machinerie, outillage et équip. - autres	10 ans

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisations ne contribue plus à la capacité de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

la Ville de fournir des biens et services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe l'organisme est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par l'organisme est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sur les soldes d'ouverture et les résultats de l'exercice 2014, notamment par la constatation d'un coût des services passés négatif, sont décrits dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2014 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation à l'état consolidé de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales :

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées;

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

3. Modification de méthodes comptables**Modifications comptables futures**

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) a publié le chapitre SP 3260 intitulé « Passif au titre des sites contaminés ». Ce chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre de l'assainissement de sites contaminés. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2014. La Ville évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers.

Le CCSP a publié le chapitre SP 3450 intitulé « Instruments financiers ». Ce chapitre

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter tous les types d'instruments financiers, y compris les dérivés. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2016. La Ville évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 294	72 812
Placements temporaires	2		12 678
Placements à long terme	3	264 220	264 220

Note

5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	973 607	839 926
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	2 564 825	3 671 914
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	434 620	220 442
Organismes municipaux	8	1 346 268	1 903 400
Autres			
- Mutations, infractions	9	1 396 634	2 409 327
- autres	10	103 602	125 833
	11	6 819 556	9 170 842

Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	1 825 077	1 620 295
Organismes municipaux	13	1 091 098	1 242 823
Autres tiers	14		
	15	2 916 175	2 863 118

Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	1 051 273	3 365 375
---	----	-----------	-----------

Note

Des sommes à recevoir d'organisme contrôlés à 100% par la ville totalisant 2 422 811\$ (1 325 150\$ en 2013) net de provision de 5 402 023 \$(4 214 003\$ en 2013) sont incluses dans les débiteurs dans la colonne 'Administration municipale' de la Situation financière par organisme (p.S11). Dans la colonne 'Total consolidés' les sommes à recevoir sont nulles. Comptes tenu de la situation financière de ces organismes, la Ville n'est pas en mesure de déterminer si elle pourra récupérer la totalité des sommes à recevoir.

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- Centre jeunesse	19	270 000	450 000
- Garderie éducative l'enfant DO	20	73 993	85 850
	21	343 993	535 850

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23	264 220	264 220
	24	264 220	264 220

Note

Le placement à long terme représente un dépôt à terme portant intérêt aux taux de 1.907% et vient à échéance le 16 décembre 2016

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(991 118)	(833 545)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()	()
	27	<u>(991 118)</u>	<u>(833 545)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	1 103 112	1 398 950
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31	4 888	4 134
Régimes de retraite des élus municipaux	32	10 686	38 169
	33	<u>1 118 686</u>	<u>1 441 253</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Emprunts temporaires

La Ville bénéficie d'une marge de crédit de 7 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel et renouvelable annuellement. Au 31 décembre 2014, cette marge de crédit est inutilisée. Au 31 décembre 2014, le taux est de 3% (3 % en 2013)

Un organisme dispose d'une marge de crédit d'un montant maximum autorisé de 4 250 000 \$ (181 000\$ selon la quote-part) renouvelable en septembre 2018. Il porte intérêt au taux préférentiel et est garanti par les comptes clients et autres créances. Au 31 décembre 2014, le solde de cette marge de crédit est de 2 020 000 \$(86 000\$ selon la quote-part)

Un organisme dispose d'une marge de crédit d'un montant maximum autorisé de 607 000 \$. Il porte intérêt au taux préférentiel et est garanti par un bâtiment. Au 31 décembre 2014, cette marge de crédit a un solde de 283 000\$.

Un organisme dispose de facilités de crédit autorisées de 500 000\$ (210 000\$ selon la quote-part) qui portent intérêts au taux préférentiel. Ces facilités de crédit sont renouvelables annuellement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	1 214 685	2 134 524
Salaires et avantages sociaux	38	3 338 427	2 633 744
Dépôts et retenues de garantie	39	490 579	518 101
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Gouv. et organisme municipaux	42	1 920 615	248 189
- Intérêts courus sur la dette	43	340 434	399 357
- Autres courus et passifs	44	4 075	3 995
-	45		
-	46		
	47	7 308 815	5 937 910

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49	4 850	111 738
Autres			
- Loisirs, adm, bibliothèque	50	11 365	5 068
- Apport reporté	51	1 855 682	1 766 498
	52	1 871 897	1 883 304

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,60	5,10	2015	2034	53	41 667 969	37 262 068
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57	819 412	974 107
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60	5 409 367	7 921 997
					61	47 896 748	46 158 172
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(120 674)	(86 398)
					63	47 776 074	46 071 774

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2014			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2015	64	72	4 311 230	80	89	615 125	97	4 926 355
2016	65	73	4 069 739	81	90	480 794	98	4 550 533
2017	66	74	3 768 906	82	91	635 926	99	4 404 832
2018	67	75	3 233 492	83	92	516 756	100	3 750 248
2019	68	76	26 284 602	84	93	3 980 178	101	30 264 780
2020 et +	69	77		85	94		102	
	70	78	41 667 969	86	95	6 228 779	103	47 896 748
Intérêts et frais accessoires				87			104	
	71	79	41 667 969	88	96	6 228 779	105	47 896 748

Note
S/O

		2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	106	(45 619 242)	(38 981 408)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	(3 414 420)	(3 210 630)
Autres	108	(1 087 209)	(10 941 446)
	109	(50 120 871)	(53 133 484)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	18 306 398	138	530 375	165	(12 281 706)	192	31 118 479
Eaux usées	111	40 052 192	139	183 038	166	4 815 983	193	35 419 247
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	31 793 767	140	419 208	167	(1 331 542)	194	33 544 517
Autres	113	4 890 638	141	16 480	168	933 535	195	3 973 583
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	30 512 433	143		170	(47 429)	197	30 559 862
Améliorations locatives	116	13 413	144		171		198	13 413
Véhicules	117	6 423 844	145	36 040	172		199	6 459 884
Ameublement et équipement de bureau	118	4 049 931	146	69 636	173		200	4 119 567
Machinerie, outillage et équipement divers	119	5 324 626	147	101 357	174	(18 145)	201	5 444 128
Terrains	120	4 060 318	148		175		202	4 060 318
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>145 427 560</u>	150	<u>1 356 134</u>	177	<u>(7 929 304)</u>	204	<u>154 712 998</u>
Immobilisations en cours	123	<u>9 039 979</u>	151	<u>2 913 265</u>	178	<u>8 547 048</u>	205	<u>3 406 196</u>
	124	<u>154 467 539</u>	152	<u>4 269 399</u>	179	<u>617 744</u>	206	<u>158 119 194</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	6 390 654	153	1 370 945	180		207	7 761 599
Eaux usées	126	12 649 705	154	211 358	181	170 778	208	12 690 285
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	20 858 152	155	1 230 306	182		209	22 088 458
Autres	128	633 652	156	99 562	183		210	733 214
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	9 600 636	158	1 032 946	185		212	10 633 582
Améliorations locatives	131	4 838	159	2 247	186		213	7 085
Véhicules	132	3 346 492	160	324 691	187		214	3 671 183
Ameublement et équipement de bureau	133	3 484 422	161	175 249	188		215	3 659 671
Machinerie, outillage et équipement divers	134	3 526 861	162	280 762	189		216	3 807 623
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>60 495 412</u>	164	<u>4 728 066</u>	191	<u>170 778</u>	218	<u>65 052 700</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>93 972 127</u>					219	<u>93 066 494</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	230	
Immeubles industriels municipaux	231	
Autres	232	
	233	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	230 454	304 969
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	230 454	304 969

Note**18. Obligations contractuelles**

La Ville est engagée en vertu de contrats de services de déneigement, d'enlèvement des matières recyclables, de nettoyage de puisards, de location d'équipement et de contrats envers des transporteurs échéant à différentes dates jusqu'en 2033, pour une somme totale de 5 512 000\$. Les paiements exigibles en vertu de ces contrats pour les cinq prochains exercices financiers se détaillent comme suit :

2015	1 094 000 \$
2016	1 042 000 \$
2017	1 026 000 \$
2018	1 008 000 \$
2019	992 000 \$

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

Aucun

b) Auto-assurance

Non applicable

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

c) Poursuites

Dans le cours normal de ses activités, la ville est exposée à diverses actions et réclamations. La direction estime que les règlements à venir de ces réclamations n'influenceront pas de façon sensible la situation financière. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée.

d) Autres

Événement subséquent

Subséquemment à la fin de l'exercice, la Corporation du Manoir Grand-Moulin a entamé un processus de cession d'actifs relativement à la phase I. Aucun plan ni contrat formel n'ont été conclus, l'organisme est donc dans l'impossibilité de déterminer le montant de gain ou de perte sur disposition.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Les différents redressements aux exercices antérieurs inclus au rapport financier sont expliqués par la variation des pourcentages de consolidation d'un des partenariats auxquels participe la municipalité par rapport à ceux de l'exercice précédent

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers net (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2014		2013
Encaisse	240	2 992 695		841 942
Découvert bancaire	241	()	()	11 744
Placements temporaires	242			1 004 853
<i>Ajouter</i>				
-	243			
-	244			
-	245			
-	246			
<i>Déduire</i>				
-	247	()	()	
-	248	()	()	
-	249	()	()	
-	250	()	()	
-	251	()	()	
-	252	()	()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	253	2 992 695		1 835 051

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

24. Risques environnementaux

Les opérations de la Ville sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement déterminables en ce qui concerne la résultante, l'échéance ou l'impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Ville fonctionne en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites, à l'exception de la quote-part des coûts de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

25. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 1 500 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 (3 112 964)	(2 187 768)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 3 354 995	2 242 144
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (88 456 ) (	( 342 135)
Financement des investissements en cours	4 (4 794 185)	(9 712 979)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 47 896 861	51 212 925
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 43 256 251	41 212 187

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Solde dette gare vendue	8 62 500	122 700
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 62 500	122 700
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	18	
-	19	
-	20	
	21	
Réserves financières		
- Élection	22 60 999	58 407
- CITL	23 340 929	337 032
- Réserve Manoir (SHQ)	24 170 262	133 520
- Autres	25 1 261 006	354 000
-	26	
	27 1 833 196	882 959
Fonds réservés		
Fonds de roulement	28 743 661	936 657
Fonds parcs et terrains de jeux	29 142 091	48 885
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	2 678
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 573 547	248 265
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
-	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 1 459 299	1 236 485
	39 3 354 995	2 242 144

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 (88 456)	(108 121)
Intérêts sur la dette à long terme	41 ()	(4 370)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 ()	()
Régimes non capitalisés	43 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 ()	(229 644)
Autres	45 ()	()
Régimes non capitalisés	46 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	49 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 ()	()
Autres		
-	51 ()	()
-	52 ()	()
	53 (88 456)	(342 135)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 ()	()
Autre financement	55 ()	()
	56 (88 456)	(342 135)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57 37 031	37 031
Investissements à financer	58 (4 831 216)	(9 750 010)
	59 (4 794 185)	(9 712 979)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 93 066 494	93 972 127
Propriétés destinées à la revente	61	
Prêts	62 343 993	535 850
Placements à titre d'investissement	63	
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 93 410 487	94 507 977
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 47 776 074	46 071 774
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 120 674	86 398
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 (2 383 122)	(2 863 118)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 ()	()
	71 45 513 626	43 295 054
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72	(2)
	73 45 513 626	43 295 052
	74 47 896 861	51 212 925

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>2</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2014.

La Loi prévoit divers éléments visant les modalités du service antérieur et celles du service postérieur. Sans être une liste exhaustive, voici les principaux changements prévus à la Loi.

Pour le service antérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs
- Partage du déficit attribuable aux participants actifs entre la ville et les participants actifs (portion entre 45 % et 50 % aux participants actifs)
- Suspension possible de l'indexation automatique des rentes des participants retraités à compter de 2017 selon certaines conditions prévues à la Loi (incluant une décision de la municipalité prise à cet effet avec convocation des retraités à une assemblée)

Pour le service postérieur

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs
- Plafonnement de la cotisation d'exercice à 18 % ou 20 % de la masse salariale, selon le groupe d'employés concernés, sujet à certains ajustements haussiers prévus à la Loi.
- Partage à 50 / 50 de la cotisation d'exercice entre les participants actifs et la ville
- Partage à 50 / 50 des déficits liés au service postérieur entre les participants actifs et la ville
- Mise en place d'un fonds de stabilisation auquel des cotisations d'au moins 10% de la cotisation d'exercice seront versées (parts égales entre les participants actifs et la ville)

Application de la Loi aux régimes de la municipalité et ses entités consolidées

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

La municipalité et ses entités consolidées participent à 5 régimes de retraite qui sont visés par la Loi, dont 2 font l'objet du processus de négociations dès février 2015 et 3 sont admissibles au report. Les incidences de ces modifications pour la ville aux résultats de 2014 sont résumées ci-après :

- Élimination de l'indexation automatique des rentes de retraite et de la prestation additionnelle des participants actifs (a) :
 - oIncidence sur le coût des services passés (f) : (133 100\$) mais 84 514\$ maintenu en réserve
 - oPertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : 133 100\$
 - oIncidence sur le coût du service courant de l'exercice : (17 500\$)
- Partage du déficit des participants actifs, au-delà de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle (b) :
 - oIncidence sur le coût des services passés (f) : (105 592\$)
 - oPertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : 105 592\$
 - oIncidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune
- Partage du déficit des participants retraités (c) :
 - oIncidence sur le coût des services passés (f) : S.O.
 - oPertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : S.O.
 - oIncidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune
- Plafond du service courant (d) :
 - oIncidence sur le coût des services passés (f) : aucune
 - oPertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : aucune
 - oIncidence sur le coût du service courant de l'exercice : (44 050\$)
- Partage du service courant (e) :
 - oIncidence sur le coût des services passés (f) : aucune
 - oPertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : aucune
 - oIncidence sur le coût du service courant de l'exercice : S.O.
- Partage du déficit lié au service postérieur (e) :
 - oIncidence sur le coût des services passés (f) : aucune
 - oPertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : aucune
 - oIncidence sur le coût du service courant de l'exercice : S.O.
- Cotisation au fonds de stabilisation (e) :
 - oIncidence sur le coût des services passés (f) : aucune
 - oPertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : aucune
 - oIncidence sur le coût du service courant de l'exercice : S.O.
- Grand total des incidences (f) :
 - oIncidence sur le coût des services passés (f) : (238 692\$)
 - oPertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : 238 692\$
 - oIncidence sur le coût du service courant de l'exercice : (61 550\$)

(a)Le coût des services passés représente l'élimination de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle. Tel que prévu à la Loi, si la valeur dépasse la part de déficit qui doit être assumée par les participants actifs, une réserve doit être maintenue pour l'excédent. La réserve, s'il y a lieu, est établie en fonction d'une hypothèse d'un partage de 45 % assumé par les participants actifs, ce qui correspond au seuil minimal exigé par la Loi. L'élimination de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle affecte également le coût du service courant.

(b)Le coût des services passés est établi en fonction d'une hypothèse d'un partage de 45 % assumé par les participants, ce qui correspond au seuil minimal exigé par la Loi. Il représente la part de déficit pris en charge par les participants actifs qui dépasse, s'il y a lieu, la valeur de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle éliminées. Pour les régimes avec report, le coût est établi en considérant la valeur minimale entre la situation financière selon l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 et le meilleur estimé de la situation financière au 31 décembre 2014, obtenue par extrapolation de l'obligation au titre des prestations constituées du 31 décembre 2013 et en considérant la valeur réelle de l'actif au 31 décembre 2014.

(c)Les incidences du partage du déficit des participants retraités n'ont pas été prises en

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

compte au 31 décembre 2014, puisque ce partage dépend notamment d'une décision future de la municipalité et de la situation financière du régime en date du 31 décembre 2015.

(d)L'incidence du plafond du service courant est établie pour les régimes sans report en considérant la différence entre 1) le service courant prévu actuellement au régime net de l'effet de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle éliminées et 2) le plafond établi selon les modalités de la Loi. Comme cette disposition ne prend effet qu'à la fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report, elle n'a pas d'incidence sur les coûts de 2014 dans le cas de ces régimes.

(e)Ces modalités n'ont pas d'incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 puisqu'elles ne s'appliquent qu'à compter de l'entente entre les parties ou la date de fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report (sauf si les parties avaient déjà convenu de créer un fonds de stabilisation et que celui-ci est déjà en vigueur).

(f)Le total des incidences sur le coût des services passés devrait correspondre au montant inscrit à la ligne 20 de la page S24-1 (sauf s'il y a d'autres modifications au cours de l'exercice).

(g)Le total des pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie devrait correspondre au montant inscrit à la ligne 26 de la page S24-1 (sauf s'il y a d'autres modifications au cours de l'exercice

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (833 545)	(531 119)
Charge de l'exercice	5 (1 103 112)	(1 398 950)
Cotisations versées par l'employeur	6 945 539	1 096 524
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(991 118)</u>	<u>(833 545)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 43 114 744	38 767 605
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (43 258 410)	(40 848 096)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (143 666)	(2 080 491)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 (847 452)	1 246 946
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (991 118)	(833 545)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(991 118)</u>	<u>(833 545)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 19 314 733	38 767 605
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (19 565 486)	(40 848 096)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 <u>(250 753)</u>	<u>(2 080 491)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 1 842 559	1 793 254
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 (238 691)	-
	21 1 603 868	1 793 254
Cotisations salariales des employés	22 (855 852)	(843 973)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 748 016	949 281
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 111 809	231 423
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 238 692	-
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 -	-
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 -	-
Variation de la provision pour moins-value	29 -	-
Autres	30 -	-
	31 -	-
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>1 098 517</u>	<u>1 180 704</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 2 353 933	2 140 495
Rendement espéré des actifs	34 (2 349 338)	(1 922 249)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 4 595	218 246
Charge de l'exercice	36 <u>1 103 112</u>	<u>1 398 950</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 3 811 293	6 295 172
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (<u>2 349 338</u>)	(<u>1 922 249</u>)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 1 461 955	4 372 923
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 1 069 590	(2 671 346)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 1 503 698	1 070 584
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43 454 808	695 008
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 17	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,00 %	5,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
- Obligation implicite	52 787 647	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 <u> </u>	55 <u> </u>	56 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 ()	()
Charge de l'exercice	58 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (<u> </u>)	(<u> </u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66	
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)
	68	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76	
Charge de l'exercice	77	

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

REER Collectif

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>4 888</u>	<u>4 134</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94	<u>24</u>	<u>23</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Cotisations des élus au RREM 95	<u>8 256</u>	<u>7 938</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	10 686	29 410
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	<u>8 759</u>	<u>8 759</u>
98	<u>10 686</u>	<u>38 169</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014

Administration municipale

Dettes à long terme	1	40 207 888
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	4 831 216
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	473 399
-------------------	---	---------

Débiteurs	8	2 511 498
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	4 193 218
---	---	-----------

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	37 031
--	----	--------

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	37 823 958
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	7 684 008
--	----	-----------

Endettement net à long terme	16	45 507 966
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	93 184
---------------------------	----	--------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	45 601 150
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	45 601 150
---	----	------------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2014	2014	2014	2013	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	13 447 100	13 295 307	13 082 706	12 838 805
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	575 100	584 257	584 257	575 939
Activités de fonctionnement	3		66	66	74 872
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	14 022 200	13 879 630	13 667 029	13 489 616
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 265 000	1 275 157	1 275 157	1 269 997
Égout	11	1 218 700	1 221 971	1 221 971	1 220 834
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	1 101 800	1 108 200	1 108 200	1 103 757
Autres					
-transport en commun	14	553 200	554 929	554 929	479 148
-dneigement	15	820 500	823 175	823 175	56 909
-piscines	16	57 000	57 394	57 394	805 625
Centres d'urgence 9-1-1	17		74 865	74 865	
Service de la dette	18	591 600	530 780	530 780	552 390
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	5 607 800	5 646 471	5 646 471	5 488 660
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	5 607 800	5 646 471	5 646 471	5 488 660
	26	19 630 000	19 526 101	19 313 500	18 978 276

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	9 558	9 558	8 849
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	492 200	455 670	444 525
	35	492 200	465 228	453 374
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	492 200	465 228	453 374
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	492 200	465 228	453 374

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2014	2014	2014	2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53	7 200		
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	2 100	2 100	2 100
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		537 764	505 104
Transport adapté	61		53 454	63 258
Transport scolaire	62			
Autres	63		39 309	41 551
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	367 155	367 155	
Réseau de distribution de l'eau potable	68	113 000	113 000	71 048
Traitement des eaux usées	69		25 028	
Réseaux d'égout	70			62 661
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	130 000	145 010	460 433
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	75 000	186 675	186 675
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			29 824
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79		164 907	161 854
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			7 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	1 500	146 193	440 218
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	82 200	65 670	101 847
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	295 900	1 025 803	1 946 898

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		28 075	19 175
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	660 000		
Réseau de distribution de l'eau potable	107	2 151 180	30 995	639 225
Traitement des eaux usées	108		248 212	
Réseaux d'égout	109			867 512
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	2 811 180	279 207	1 525 912

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			826 704
	138			826 704
TOTAL DES TRANSFERTS	139	3 107 080	1 305 010	2 153 547
				4 299 514

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140	658 800	623 236	660 984
Évaluation	141			
Autres	142			
	143	658 800	623 236	660 984
Sécurité publique				
Police	144	6 036 000	5 740 952	5 754 794
Sécurité incendie	145	826 000	757 337	845 775
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	6 862 000	6 498 289	6 600 569
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	7 520 800	7 121 525	7 261 553

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	916 200	714 995	727 863
Sécurité publique	183	168 100	134 701	239 158
Transport				
Réseau routier	184		213 874	211 857
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		531 731	526 833
Transport adapté	186		29 114	29 005
Transport scolaire	187			
Autres	188		31 553	24 370
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	42 000	71 648	61 770
Santé et bien-être	191		180 000	1 034 549
Aménagement, urbanisme et développement	192	9 000	130 802	29 719
Loisirs et culture	193	449 400	476 144	888 635
Réseau d'électricité	194			
	195	1 584 700	1 922 164	3 773 759
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	9 105 500	9 043 689	11 035 312
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	29 800	59 005	43 188
Droits de mutation immobilière	198	695 000	771 283	799 282
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	724 800	830 288	842 470
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	842 000	771 323	978 084
INTÉRÊTS	203	50 000	330 924	164 243
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			265 954
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211		81 507	50 791
	212		81 507	316 745

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014		Réalizations	Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2014	2013
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	292 200	271 760	405	272 165	272 165	300 607
Application de la loi	2	1 309 800	1 184 272	1 033	1 185 305	1 185 305	1 227 702
Gestion financière et administrative	3	1 618 600	1 648 831	202 101	1 850 932	2 006 973	2 003 052
Greffe	4	378 600	376 669	100	376 769	376 769	409 067
Évaluation	5	231 900	214 387		214 387	214 387	329 102
Gestion du personnel	6						
Autres	7	62 100	1 290 373		1 290 373	102 253	1 352 844
	8	3 893 200	4 986 292	203 639	5 189 931	4 157 852	5 622 374
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	9 762 300	9 027 379	229 838	9 257 217	9 257 217	9 163 845
Sécurité incendie	10	1 469 100	1 391 365	193 299	1 584 664	1 584 664	1 480 107
Sécurité civile	11	6 800	570	462	1 032	1 032	7 160
Autres	12	2 000	2 403	4 402	6 805	6 805	30 647
	13	11 240 200	10 421 717	428 001	10 849 718	10 849 718	10 681 759
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 439 000	1 652 981	1 038 667	2 691 648	2 691 648	2 063 827
Enlèvement de la neige	15	568 300	456 217	28 641	484 858	484 858	612 300
Éclairage des rues	16	119 800	147 272	79 875	227 147	227 147	221 297
Circulation et stationnement	17	61 400	52 878	22 706	75 584	75 584	73 990
Transport collectif							
Transport en commun	18	933 400	857 276	9 264	866 540	2 087 899	1 983 428
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						698 653
	22	3 121 900	3 166 624	1 179 153	4 345 777	5 567 136	5 653 495

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	830 500	781 196	412 503	1 193 699	1 193 699	1 219 101
Réseau de distribution de l'eau potable	24	276 900	219 477	228 069	447 546	447 546	446 819
Traitement des eaux usées	25	472 800	430 469	464 842	895 311	729 004	718 975
Réseaux d'égout	26	587 600	509 363	458 017	967 380	967 380	908 180
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	393 100	384 847		384 847	384 847	398 353
Élimination	28	384 000	367 784		367 784	367 784	393 687
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	270 100	251 466		251 466	251 466	317 173
Tri et conditionnement	30	53 200	79 298		79 298	79 298	48 550
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	70 600	61 454		61 454	61 454	70 542
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38						29 824
Autres	39			217 987	217 987	217 987	36 733
	40	3 338 800	3 085 354	1 781 418	4 866 772	4 700 465	4 587 937
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41		213 768		213 768	1 121 955	1 185 539
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	25 100	22 924	175	23 099	23 099	30 096
	44	25 100	236 692	175	236 867	1 145 054	1 215 635
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	800 000	837 847	28 421	866 268	866 268	987 620
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48						
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51	6 000	10 715	23 925	34 640	34 640	32 728
	52	806 000	848 562	52 346	900 908	900 908	1 020 348

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	632 500	593 113	466 090	1 059 203	1 059 203	1 047 794
Patinoires intérieures et extérieures	54	340 100	264 187		264 187	715 986	693 517
Piscines, plages et ports de plaisance	55	87 800	79 104		79 104	79 104	73 446
Parcs et terrains de jeux	56	880 400	867 451		867 451	867 451	855 636
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	6 100	54 740		54 740	54 740	76 781
	60	1 946 900	1 858 595	466 090	2 324 685	2 776 484	2 747 174
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	640 900	653 888	6 612	660 500	660 500	707 387
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	10 600	11 400		11 400	11 400	33 576
	66	651 500	665 288	6 612	671 900	671 900	740 963
	67	2 598 400	2 523 883	472 702	2 996 585	3 448 384	3 488 137
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	1 620 000	1 254 326		1 254 326	1 619 964	1 629 236
Autres frais	70					3 762	55 060
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						277 566
Autres	72	611 000	174 264		174 264	187 813	62 441
	73	2 231 000	1 428 590		1 428 590	1 811 539	2 024 303
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	3 512 470	4 117 434	(4 117 434)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de la
Ville de Deux-Montagnes

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Ville de Deux-Montagnes (ci-après la « municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

DATE 2015-07-13

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>19 565 058</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	38 957
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>38 957</u>
Revenus de taxes	11	<u>19 526 101</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	19 526 101
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>19 526 101</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	898 970		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	74 865		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	<u>973 835</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>18 552 266</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>1 437 788 300</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>1 447 237 800</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>1 442 513 050</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>18 552 266</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 442 513 050</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	| 1 | , | 2 | 8 | 6 | 1 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	3 215 000	2 813 960	1 480 480
Usines de traitement de l'eau potable	2	1 020 000	181 778	160 645
Usines et bassins d'épuration	3			81 711
Conduites d'égout	4			1 621 500
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		422 754	329 456
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	30 000	16 480	
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	100 000		118 420
Autres infrastructures	11		2 821	8 932
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	300 500	266 927	66 978
Édifices communautaires et récréatifs	14	405 000	269 134	60 072
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	150 000	124 552	476 498
Ameublement et équipement de bureau	18		68 108	169 149
Machinerie, outillage et équipement divers	19		46 964	268 092
Terrains	20			1 860
Autres	21			
	22	5 220 500	4 210 657	4 843 793

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		2 813 960	1 480 480
Usines de traitement de l'eau potable	24		181 778	160 645
Usines et bassins d'épuration	25			81 711
Conduites d'égout	26			1 621 500
Autres infrastructures	27		439 234	456 808
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		775 685	1 042 649
	34		4 210 657	4 843 793

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	37 262 068	8 601 000	4 195 099	41 667 969
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	974 107		154 695	819 412
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	7 921 997		2 512 630	5 409 367
	7	46 158 172	8 601 000	6 862 424	47 896 748
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	710 675	42 724		753 399
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	4 146 799	588 866		4 735 665
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	36 610 474		1 312 183	35 298 291
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	41 467 948	631 590	1 312 183	40 787 355
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 620 295	204 782		1 825 077
Organismes municipaux	17	1 242 823		151 725	1 091 098
Autres tiers	18				
	19	2 863 118	204 782	151 725	2 916 175
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	2 863 118	204 782	151 725	2 916 175
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	1 827 106	2 366 112		4 193 218
Autres	23				
	24				
	25	4 690 224	2 570 894	151 725	7 109 393
	26	46 158 172	3 202 484	1 463 908	47 896 748
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	46 158 172	3 202 484	1 463 908	47 896 748

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	27 400	17 855	18 072
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5		24 394	24 394
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	910 500	842 306	204 085
Autres	10			(31 260)
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	472 800	430 469	
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	333 600	323 292	323 292
Autres	21			294 207
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	1 744 300	1 638 316	569 626
				281 019

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	17,07	33,50	1 414 593	374 985	1 789 578
Professionnels	2	1,21	35,00	158 707	14 161	172 868
Cols blancs	3	57,45	35,00	2 919 771	824 876	3 744 647
Cols bleus	4	49,39	38,00	2 294 133	540 797	2 834 930
Policiers	5	68,59	35,00	5 288 230	1 283 079	6 571 309
Pompiers	6	20,18	38,00	605 212	117 918	723 130
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	213,89		12 680 646	3 155 816	15 836 462
Élus	9	7,00		215 237	46 574	261 811
	10	220,89		12 895 883	3 202 390	16 098 273

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	95 777	47 897	223 480	367 154
Réseau de distribution de l'eau potable	13	113 000		21 696	134 696
Traitement des eaux usées	14		74 462	173 750	248 212
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	554 948			554 948
	17	763 725	122 359	418 926	1 305 010

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	1 184 272	27	1 033	53	1 185 305	79	623 236	105	562 069	131
Évaluation	2	214 387	28		54	214 387	80		106	214 387	132
Autres	3	3 587 633	29	202 606	55	3 790 239	81	714 995	107	3 075 244	133
	4	4 986 292	30	203 639	56	5 189 931	82	1 338 231	108	3 851 700	134
Sécurité publique											
Police	5	9 027 379	31	229 838	57	9 257 217	83	5 875 653	109	3 381 564	135
Sécurité incendie	6	1 391 365	32	193 299	58	1 584 664	84	757 337	110	827 327	136
Sécurité civile	7	570	33	462	59	1 032	85		111	1 032	137
Autres	8	2 403	34	4 402	60	6 805	86		112	6 805	138
	9	10 421 717	35	428 001	61	10 849 718	87	6 632 990	113	4 216 728	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	1 652 981	36	1 038 667	62	2 691 648	88	213 874	114	2 477 774	140
Enlèvement de la neige	11	456 217	37	28 641	63	484 858	89		115	484 858	141
Autres	12	200 150	38	102 581	64	302 731	90		116	302 731	142
Transport collectif	13	857 276	39	9 264	65	866 540	91		117	866 540	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	3 166 624	41	1 179 153	67	4 345 777	93	213 874	119	4 131 903	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable											
Réseau de distribution de l'eau potable	16	781 196	42	412 503	68	1 193 699	94		120	1 193 699	146
Traitement des eaux usées	17	219 477	43	228 069	69	447 546	95	71 648	121	375 898	147
Réseaux d'égout	18	430 469	44	464 842	70	895 311	96		122	895 311	148
Autres	19	509 363	45	458 017	71	967 380	97		123	967 380	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	752 631	46		72	752 631	98		124	752 631	150
Matières recyclables	21	392 218	47		73	392 218	99		125	392 218	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25		51	217 987	77	217 987	103		129	217 987	155
	26	3 085 354	52	1 781 418	78	4 866 772	104	71 648	130	4 795 124	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
			+	=	-		=					
Santé et bien-être												
Logement social	157	213 768	172	187	213 768	202	180 000	217	33 768	232		
Sécurité du revenu	158		173	188		203		218		233		
Autres	159	22 924	174	175	23 099	204		219	23 099	234		
	160	236 692	175	175	236 867	205	180 000	220	56 867	235		
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	837 847	176	28 421	866 268	206	130 802	221	735 466	236	27 406	
Rénovation urbaine	162		177			207		222		237		
Promotion et développement économique	163		178			208		223		238		
Autres	164	10 715	179	23 925	34 640	209		224	34 640	239		
	165	848 562	180	52 346	900 908	210	130 802	225	770 106	240	27 406	
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	1 858 595	181	466 090	2 324 685	211	453 517	226	1 871 168	241	147 501	
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	653 888	182	6 612	660 500	212	22 627	227	637 873	242	44 780	
Autres	168	11 400	183		11 400	213		228	11 400	243		
	169	2 523 883	184	472 702	2 996 585	214	476 144	229	2 520 441	244	192 281	
Réseau d'électricité	170		185	200		215		230		245		
	171	25 269 124	186	4 117 434	29 386 558	216	9 043 689	231	20 342 869	246	1 428 590	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	4 084 234	4 357 439
Frais de financement	4	126 423	311 819
Autres	5		
	6	4 210 657	4 669 258

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	995 596	890 409
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	995 596	890 409
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	380 266	105 187
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7		
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	380 266	105 187
Solde à la fin de l'exercice	12	1 375 862	995 596
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	122 700	169 602
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	122 700	169 602
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(60 200)	(46 902)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(60 200)	(46 902)
Solde à la fin de l'exercice	22	62 500	122 700
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	1 533 478	1 479 997
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 533 478	1 479 997
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	1 318 266	290 474
Activités d'investissement	27	(512 558)	(249 023)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	340 548	12 030
	30	1 146 256	53 481
Solde à la fin de l'exercice	31	2 679 734	1 533 478

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

		2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(342 135)	(395 316)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(342 135)	(395 316)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39	()	()
Utilisation du fonds général	40	()	()
Utilisation du fonds de roulement	41	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	()	()
Autres	43	()	()
	44	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	45	()	()
Autre financement	46	()	()
	47	()	()
Diminution de l'exercice			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	253 679	53 181
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49		
	50	253 679	53 181
Solde à la fin de l'exercice	51	(88 456)	(342 135)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	52	(9 712 979)	(10 434 559)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53		
Solde redressé au début de l'exercice	54	(9 712 979)	(10 434 559)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55	5 259 342	733 610
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56		
Excédent de fonctionnement affecté	57		
Réserves financières et fonds réservés	58	(340 548)	(12 030)
	59	4 918 794	721 580
Solde à la fin de l'exercice	60	(4 794 185)	(9 712 979)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	61	45 416 364	46 716 819
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62		
Solde redressé au début de l'exercice	63	45 416 364	46 716 819
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	64		
Excédent de fonctionnement affecté	65		
Variation résiduelle de l'exercice	66	(5 099 874)	(1 300 455)
Solde à la fin de l'exercice	67	40 316 490	45 416 364

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>1 500 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 500 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 500 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier		Redressement aux exercices antérieurs (note 20)		Règlements d'emprunt fermés Activités de fonctionnement		Activités d'in- vestissement		Utilisation de l'exercice		Transferts		Solde au 31 décembre
Montant non réservé	1	54 167	2		3		4		5		6		7	54 167
Montant réservé pour le service de la dette	8	78 674	9		10		11	340 548	12		13		14	419 222
	15	132 841	16		17		18	340 548	19		20		21	473 389

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 8 | □ 6 | □ 6 | □ 6 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 8 | □ 7 | □ 6 | □ 4 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 2 , □ 7 | □ 0 | □ 8 | □ 2 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 2 , □ 7 | □ 0 | □ 8 | □ 2 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 8 | □ 6 | □ 6 | □ 6 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	1 | 6 | 9 | , | 0 | 0 | \$	
Égout	2	1 | 5 | 0 | , | 0 | 0 | \$	
Eau et égout	3	| | | | , | | | \$	
Traitement des eaux usées	4	1 | 6 | 3 | , | 0 | 0 | \$	
Matières résiduelles	5	| | | | , | | | \$	

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Transport en commun	75,0000	4	
Piscine hors terre	25,0000	4	
Piscines excavées	35,0000	4	
déneigement	115,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	6 968 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input checked="" type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse Ville de Deux-Montagnes
(no) (rue)
803 chemin Oka J7R 1L8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (405) 473-2796
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 473-3412
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jguindon@ville.deux-montagnes.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Julie Guindon

Téléphone (450) 473-2796
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 473-3412
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jguindon@ville.deux-montagnes.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 2500 boul. Daniel Johnson
(no) (rue)
Laval H7T 2P6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 382-0270
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 875-9797
(ind. rég.) (numéro)

Courriel joly.alexandre@rcgt.com

Responsable du dossier Alexandre Joly, CPA CA #A119220

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Julie Guindon , atteste que le rapport financier consolidé de Deux-Montagnes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-08-13 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Deux-Montagnes consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Deux-Montagnes détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 2 246 422 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de 1,2861 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-08-14 09:47:54

Date de transmission au Ministère : 2015/08/14

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Deux-Montagnes

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement	1	33 085 022	31 140 400	32 074 863	4 441 282	34 520 196	
Investissement	2	1 506 737	2 811 180	279 207	28 075	307 282	
	3	34 591 759	33 951 580	32 354 070	4 469 357	34 827 478	
Charges	4	32 906 533	30 767 070	30 815 148	4 949 977	32 581 056	
Excédent (déficit) de l'exercice	5	1 685 226	3 184 510	1 538 922	(480 620)	2 246 422	
Moins : revenus d'investissement	6 (	1 506 737 ) (	2 811 180 ) (	279 207 ) (	28 075 ) (	307 282)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	178 489	373 330	1 259 715	(508 695)	1 939 140	
Éléments de conciliation à des fins fiscales							
Amortissement des immobilisations	8	3 673 889	3 512 470	4 117 434	610 632	4 728 066	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9						
Remboursement de la dette à long terme	10 (	3 503 208 ) (	3 557 700 ) (	3 407 904 ) (	2 714 718 ) (	6 122 622)
Affectations							
Activités d'investissement	11 (	315 108 ) (		77 234 ) (	27 846 ) (	105 080)
Excédent (déficit) accumulé	12	(296 753)	(328 100)	(1 511 745)	139 613	(1 372 132)	
Autres éléments de conciliation	13	367 878					
	14	(73 302)	(373 330)	(879 449)	(1 992 319)	(2 871 768)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	105 187		380 266	(2 501 014)	(932 628)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2013	2014	2013
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				Total consolidé
Débiteurs	1	9 117 936	7 848 085	6 819 556
Autres	2	1 386 937	2 637 123	3 600 908
	3	10 504 873	10 485 208	11 817 707
Passifs				
Dette à long terme	4	35 140 256	40 092 066	47 776 074
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	833 545	991 118	991 118
Autres	6	15 667 633	9 052 398	11 774 143
	7	51 641 434	50 135 582	60 541 335
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(41 136 561)	(39 650 374)	(50 120 871)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	78 825 266	78 918 489	93 066 494
Autres	10	324 319	283 830	310 628
	11	79 149 585	79 202 319	93 377 122
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	995 596	1 375 862	(3 112 964)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	1 656 178	2 742 234	3 354 995
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	342 135 ) (	88 456 ) (	88 456) (
Financement des investissements en cours	15	(9 712 979)	(4 794 185)	(4 794 185)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	45 416 364	40 316 490	47 896 861
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17			51 212 925
	18	38 013 024	39 551 945	43 256 251

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Solde dette gare vendue	19	62 500	122 700
-	20		
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
	28	62 500	122 700
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés	29		
	30	62 500	122 700
Réserves financières	31	1 833 196	882 959
Fonds réservés	32	1 459 299	1 236 485
	33	3 354 995	2 242 144

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalisations 2013	Budget 2014	Réalisations 2014	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	19 132 544	19 630 000	19 526 101	19 313 500
Compensations tenant lieu de taxes	2	453 374	492 200	465 228	465 228
Quotes-parts	3				
Transferts	4	1 960 780	295 900	1 025 803	1 846 265
Services rendus	5	9 170 095	9 105 500	9 043 689	10 955 566
Autres	6	2 368 229	1 616 800	2 014 042	1 939 637
	7	33 085 022	31 140 400	32 074 863	34 520 196
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	1 506 737	2 811 180	279 207	307 282
Autres	11				
	12	1 506 737	2 811 180	279 207	307 282
	13	34 591 759	33 951 580	32 354 070	34 827 478

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	231 900	214 387		214 387	329 102
Autres	2	3 661 300	4 771 905	203 639	4 975 544	5 293 272
Sécurité publique						
Police	3	9 762 300	9 027 379	229 838	9 257 217	9 163 845
Sécurité incendie	4	1 469 100	1 391 365	193 299	1 584 664	1 480 107
Autres	5	8 800	2 973	4 864	7 837	37 807
Transport						
Réseau routier	6	2 188 500	2 309 348	1 169 889	3 479 237	2 971 414
Transport collectif	7	933 400	857 276	9 264	866 540	1 983 428
Autres	8					698 653
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	2 167 800	1 940 505	1 563 431	3 503 936	3 293 075
Matières résiduelles	10	1 171 000	1 144 849		1 144 849	1 228 305
Autres	11			217 987	217 987	66 557
Santé et bien-être	12	25 100	236 692	175	236 867	1 215 635
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	800 000	837 847	28 421	866 268	987 620
Promotion et développement économique	14					
Autres	15	6 000	10 715	23 925	34 640	32 728
Loisirs et culture	16	2 598 400	2 523 883	472 702	2 996 585	3 488 137
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	2 231 000	1 428 590		1 428 590	2 024 303
Amortissement des immobilisations	19	3 512 470	4 117 434	(4 117 434)		
	20	30 767 070	30 815 148		30 815 148	32 581 056
						34 293 988

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3